

Ghassan Salamé

“ALGERIE : L'ISLAM PEUT GANGRENER L'ARMÉE”

Pour Ghassan Salamé, spécialiste du monde arabe, aucune des deux violences qui s'affrontent en Algérie ne peut l'emporter à court terme. Mais si les militaires n'arrivent pas à s'entendre avec le Fis, ils risquent de se voir déstabilisés de l'intérieur.

“**L**e pouvoir algérien n'est pas en mesure de gagner la bataille contre les islamistes, et les islamistes ne peuvent pas faire tomber l'armée. Pourtant, dans les deux camps s'est installée l'utopie d'une victoire par la violence.” Ghassan Salamé est loin d'être optimiste sur l'avenir de l'Algérie. Qui le serait ? Professeur de politique à Sciences po, il est un des meilleurs spécialistes du monde arabe et islamique. “Le cas algérien est un cas typique d'impasse”, explique-t-il avec l'assurance de l'enseignant capable de ramener n'importe quelle combinaison politique à un cas d'école.

Derrière la vitrine du tout-sécuritaire et du bras de fer dans lequel le pouvoir algérien se dit engagé contre les islamistes, Ghassan Salamé entrevoit néanmoins des failles. “Je ne crois pas à l'interruption du dialogue. On sait qu'il y a eu des rencontres entre les représentants du président Zéroual et les chefs historiques du Fis après l'arrêt officiel du dialogue, le 1^{er} novembre. D'ailleurs, le Fis, dans son discours, continue d'épargner le président. Car Zéroual reste l'homme d'une possible ouverture du champ politique aux forces islamistes, même si aujourd'hui personne ne croit, avec raison, à l'élection présidentielle promise par le pouvoir.”

Pourtant, poursuit Salamé, à supposer que l'annonce de ces élections ne soit pas qu'un simple gadget de fin de discours, ce retour de l'Algérie à un processus démocratique n'a que deux chances d'aboutir. La première serait que l'armée reprenne assez de terrain à la mouvance islamiste pour l'isoler, contrôler le territoire et réussir à y faire circuler des urnes. Cette solution est très improbable. “L'armée algérienne n'en a pas les moyens. Elle dispose de trop peu d'hommes, de 40 000 à 50 000 au plus, pour réussir un coup à la syrienne, c'est-à-dire décider un beau jour de liquider les intégristes, y mettre le prix et tourner la page. Le Syrien Hafez el-Assad dispo-

sait d'une armée trois fois plus nombreuse pour une population deux fois plus petite lorsqu'il a écrasé son opposition dans les années 80. Le pouvoir algérien en aurait peut-être été capable en 1992, mais à présent les islamistes sont armés.”

Reste donc une autre solution : arriver aux élections une fois conclue une entente avec le Fis et avec les autres forces politiques, et surtout un engagement commun sur un compromis de gouvernement que l'on pourrait appeler un “pacte national de sortie de crise”. Utopique ? Pour l'heure, certainement. Mais Ghassan Salamé garde la distance du chercheur habitué à démêler les écheveaux politiques les plus complexés. Ce Libanais, fami-

“Les militaires
cherchent seulement
à reconquérir ce qui
constitue à leurs yeux
l'Algérie utile.”

lier des crises et des guerres qui n'en finissent pas, rappelle les cas polonais et turc, deux exemples de transition vers la démocratie que les Algériens devraient méditer. En Pologne, l'armée a fini par reconnaître Solidarité. Mais elle n'a accepté de quitter la scène qu'avec des garanties sur le maintien de ses privilèges et de son autonomie. Même scénario en Turquie, où les militaires se sont éclipsés au profit du pluralisme politique en sauvant leur indépendance. “Le gros risque, si l'Algérie ne prend pas ce tournant, c'est de basculer dans un régime à la soudanaise, c'est-à-dire vers un modèle où les islamistes, ayant échoué par la voie pacifique, décident de se positionner à mi-chemin en gangrenant l'armée.”

Quant à l'idée d'une troisième voie, “démocrate” celle-là, autour du Front de libération nationale (FLN), du Front des forces socialistes (FFS) d'Aït Ahmed ou du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi, il lui accorde peu de crédit. “Ces partis se disent démocrates. C'est une supercherie sur laquelle les Occidentaux ferment les yeux. Ils représentent peut-être le secteur moderniste de la société, mais sont-ils pour autant démocrates ? Ces partis ne peuvent pas construire un front commun dès lors qu'ils sont en désaccord sur des questions aussi fondamentales que la poursuite du processus électoral, la légalisation du Fis ou l'attitude à adopter à l'égard de l'armée. Les vrais démocrates, quant à eux, ne peuvent cautionner cette politique sanglante et donc apporter un quelconque soutien au gouvernement.”

Dialogue-répression : le couple infernal du discours et de l'action politique en Algérie depuis deux ans. La violence occupe une nouvelle fois le devant de la scène. Il ne faut pourtant pas se tromper sur les intentions des militaires. “En engageant une opération de nettoyage des milieux islamistes, les militaires cherchent seulement à reconquérir ce qui à leurs yeux constitue l'Algérie utile : les grands centres urbains et les zones pétrolières. Mais l'armée s'est déjà résignée à l'existence de zones incontrôlables, à une ‘Algérie inutile’.” Une partie des Algériens reprennent espoir devant cette apparente facilité de l'armée à repousser les islamistes, mais cette politique de la terre brûlée a son revers. Elle déstabilise tous ceux – ils furent 3,5 millions à voter pour le Fis – qui, à tort ou à raison, se sentent menacés par cette montée de la terreur. Au point de provoquer d'importantes migrations vers les campagnes. Autre conséquence : le fossé entre les islamistes et le commandement de l'armée se creuse chaque jour un peu plus. Vis-à-vis de leur base, les leaders du Fis, Abassi Madani et Ali Belhaj, pourraient difficilement accepter de traiter avec le pouvoir

sans avoir obtenu la "punition" des militaires les plus impliqués dans la répression. Salamé fait une pause. Il tire sur son cigare et s'étonne de la naïveté avec laquelle la plupart des observateurs de la crise algérienne cherchent une issue rapide au conflit. Il faudra du temps, à moins que la situation ne s'accélère pour des raisons externes. Salamé ne rejette pas cette possibilité, d'autant qu'il rentre des Etats-Unis avec l'idée que l'administration Clinton se montre de plus en plus favorable à une médiation internationale dans laquelle la France jouerait un rôle central. Washington serait même prêt à se rapprocher des positions françaises à condition – donnant, donnant – que Paris se montre à son tour plus compréhensif sur l'intransigeance américaine à l'égard de l'Irak. Reste que cette médiation serait peu crédible sans la participation des pays arabes. Et lequel d'entre eux serait acceptable à la fois pour le pouvoir et les islamistes ? L'Arabie Saoudite, peut-être.

Les Occidentaux font de toute façon une grossière erreur en accordant une influence capitale aux puissances étrangères. "Il faut mettre définitivement de côté deux grands mythes, s'insurge Salamé. Premièrement, l'influence des puissances étrangères est beaucoup plus limitée qu'on ne le dit. Deuxièmement, il n'existe pas de bras de fer franco-américain. Le financement extérieur du Fis est marginal, et ce mouvement n'est pas le chapitre d'une sorte d'internationale islamiste. Le Fis, au contraire, est nationaliste, voire isolationniste, de même que les militaires algériens ne sont pas à la solde de Paris, comme on l'entend souvent. La convoitise des Américains est aussi exagérée. La Méditerranée n'est pas leur Rio Grande, c'est celui de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Les Américains ont peu d'intérêts en Algérie, et c'est peut-être pour cela que le dialogue avec le Fis ne les gêne pas. Pour la France, en revanche, les enjeux sont incomparablement plus importants." **Laurence Caramel**